

Travailleurs migrants et transferts de fonds vers l'Asie

Tendances et perspectives sur le premier marché au monde des envois de fonds



Les opinions exprimées dans cet ouvrage appartiennent à ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du FIDA ou des membres de son Conseil d'administration, ni celle des Administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. Le FIDA et la Banque mondiale ne garantissent pas l'exactitude des données communiquées. Les limites, couleurs, appellations et autres détails figurant sur les cartes fournies ne supposent aucune prise de position du FIDA et de la Banque mondiale quant au statut juridique d'un territoire ou au tracé de ses frontières.

Les expressions "pays développés" et "pays en développement" ne sont utilisées qu'à des fins statistiques et ne sont pas nécessairement une prise de position quant au stade de développement atteint par un pays ou une zone donnée.

ISBN 978-92-9072444-5

FIDA, Novembre 2013

© 2013 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Table des matières

Concepts et définitions.....	4
Remerciements.....	5
Principales conclusions.....	6
Enseignements à en tirer pour les pouvoirs publics	7
Section 1: Envois de fonds vers l'Asie et le Pacifique.....	8
Section 2: Survol de la région.....	10
Asie du Sud	10
Asie de l'Est.....	11
Asie du Sud-Est	12
Asie centrale	13
Pacifique.....	14
Section 3: Environnement commercial global	15
Envois de fonds des émigrés et réglementation.....	15
Caractéristiques du marché des envois de fonds en Asie.....	16
Section 4: Institutions de microfinancement, bureaux de poste et opérateurs de réseaux mobiles	19
Rôle des institutions de microfinancement.....	19
Services postaux et envois de fonds	21
Technologies mobiles et envois de fonds.....	22
Section 5: Accès aux services financiers	25
Méthodologie	26



Concepts et définitions*

Agent: entité qui encaisse ou décaisse l'argent envoyé par des émigrés pour le compte d'un prestataire de services d'envoi de fonds.

Flux d'émigration: mouvement transfrontières de ressortissants d'un pays qui quittent leur pays.

Flux d'envois de fonds: paiements transfrontières entre particuliers, d'un montant relativement faible. Il s'agit en général d'envois réguliers de fonds par des travailleurs migrants.

Flux d'immigration: mouvement transfrontières de ressortissants étrangers entrant dans un pays donné.

Flux entrants: flux de fonds d'émigrés entrant dans un pays.

Flux migratoires: mouvements transfrontières de citoyens d'un pays donné vers un autre pays.

Flux sortants: flux de fonds d'émigrés sortant d'un pays.

Institution bancaire: institution détenant une licence bancaire.

Institution de microfinancement (IMF): institution spécialisée dans la fourniture de services financiers à des groupes ou des particuliers dont les revenus sont faibles. Certaines IMF proposent, outre des services d'intermédiation financière, des services d'insertion sociale concernant notamment la formation de groupes et l'initiation à la finance.

Institution financière autre que bancaire: institution financière qui n'est pas en possession d'une licence bancaire et/ou n'est pas directement contrôlée par une autorité de contrôle des banques.

Opérateurs de réseaux mobiles: prestataire de services de communication sans fil susceptible de jouer aussi un rôle en matière d'envoi de fonds des travailleurs migrants.

Opérateur de transfert d'argent: prestataire de services qui reçoit un paiement, en liquide ou par virement bancaire, de l'expéditeur de chaque transfert (ou série de transferts) sans obliger ce dernier à ouvrir un compte.

Point de versement: lieu où un transfert de devises en provenance d'un autre pays est reçu et où les destinataires d'un envoi de fonds collectent leur argent. Il peut s'agir d'une agence bancaire, d'un bureau de poste ou d'un magasin de vente au détail.

Présence rurale: rayon d'action géographique d'une institution assurant des paiements en milieu rural.

Prestataire de services d'envoi de fonds: entité opérant en tant qu'entreprise, qui assure un service d'envoi de fonds contre rétribution à des utilisateurs finals, directement ou par l'entremise d'intermédiaires. En règle générale, cette entité s'en remet à des intermédiaires, par exemple des magasins ou des banques, pour collecter l'argent à envoyer. Du côté de la réception, le bénéficiaire retire l'argent qui lui est envoyé par dans une banque, un bureau de poste, une IMF ou tout autre point de versement.

Réseau de versement: institutions qui reçoivent et transfèrent localement les fonds en devises.

Sous-agent: institution ayant conclu un contrat direct de représentation avec un prestataire de services d'envoi de fonds en vue de transférer des paiements en devises.

*Définition aux fins du présent rapport

Remerciements

Le présent rapport résume une compilation à venir d'études sur les transferts de fonds vers l'Asie et le Pacifique. Ses conclusions reposent sur une série d'études commandées par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et réalisées par Developing Markets Associates, le Dialogue interaméricain (IAD), la Banque mondiale et l'Institut mondial des caisses d'épargne ainsi que d'études et d'analyses de la Banque mondiale. Les membres du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, administré par le FIDA, ont contribué au financement de ce rapport, notamment le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, la Commission européenne, le Gouvernement luxembourgeois, le Ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération, le Fonds interaméricain d'investissement multilatéral de la Banque interaméricaine de développement et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Les auteurs en sont Manuel Orozco (IAD), Donald F. Terry (Faculté de droit de l'Université de Boston) et Pedro de Vasconcelos (FIDA).

Fonds international de développement agricole (FIDA)

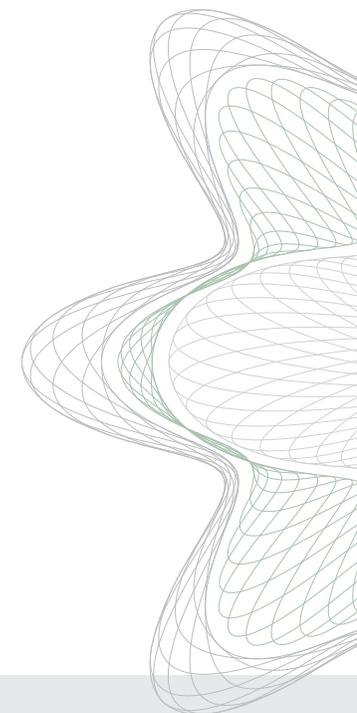
Le Fonds international de développement agricole (FIDA) travaille avec les populations rurales pauvres pour leur permettre de produire et de vendre de plus grandes quantités de produits alimentaires, d'accroître leurs revenus et de décider de leur vie. Depuis 1978, le FIDA a investi près de 14,9 milliards d'USD sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt en faveur de pays en développement, dans le cadre de projets qui ont permis à plus de 410 millions de personnes de se doter des moyens de se libérer de la pauvreté, et a ainsi contribué à créer des communautés rurales dynamiques. Le FIDA est une institution financière internationale et une institution spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome, le centre stratégique de l'action que mènent les Nations Unies en faveur de l'alimentation et l'agriculture. Il s'agit d'un partenariat sans pareil de 172 membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Pour de plus amples détails, veuillez consulter le site www.ifad.org

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds administré par le FIDA

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, doté d'un montant de 28 millions d'USD administré par le FIDA, englobe le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, la Commission européenne, le Gouvernement luxembourgeois, le Ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération, le Fonds d'équipement des Nations Unies et la Banque mondiale. Ce mécanisme œuvre pour (i) accroître les possibilités économiques des populations rurales pauvres en appuyant et en développant des services d'envoi de fonds innovants, économiques et aisément accessibles; (ii) soutenir les réseaux d'investissements productifs en milieu rural; et (iii) favoriser l'instauration d'un environnement propice aux envois de fonds en milieu rural.

Pour de plus amples détails, veuillez consulter le site www.ifad.org/remittances www.remittancesgateway.org



Principales conclusions

Flux internationaux de fonds envoyés par des émigrés vers la région Asie et Pacifique

- Près de 60 millions de travailleurs migrants viennent du continent asiatique et ont envoyé au total à leurs familles en 2012 près de 260 milliards d'USD. Ce montant représente 63% de l'ensemble des transferts d'argent des migrants vers les pays en développement.
- On estime que 70 millions de ménages asiatiques, soit une famille sur 10, bénéficient de ces envois de fonds.
- Sur les 10 premiers pays au monde qui reçoivent des envois de fonds, sept sont situés en Asie: l'Inde, la Chine, les Philippines, le Bangladesh, le Pakistan, le Viet Nam et l'Indonésie (par ordre d'importance). Plus de la moitié de la population de ces pays vit en milieu rural.
- Dans neuf pays, les envois de fonds comptent pour plus de 10% dans le PIB, notamment au Tadjikistan, où la proportion est de plus de 50%.

Marchés

- À bien des égards, l'Asie ne peut être décrite comme un marché unique, dans la mesure où les différences sont très marquées entre les sous-régions, et même entre les zones urbaines et les zones rurales d'un même pays.
- Dans les 22 pays étudiés, les transferts sont exécutés par un réseau de plus de 350 000 points de versement.
- L'Inde, la Chine et les Philippines accueillent 75% du nombre total de points de versements en Asie.
- Bien qu'une nette majorité de la population de la région vive en milieu rural, 65% de ces points de paiement sont situés en milieu urbain.

- Les dispositifs juridiques et réglementaires en vigueur dans la plupart des pays n'autorisent que les banques à effectuer des versements en devises.
- Le coût moyen de l'envoi de fonds vers les marchés asiatiques est inférieur à la moyenne mondiale, mais celui des envois de fonds dans les zones rurales d'Asie dépasse nettement cette moyenne.
- L'envoi d'argent vers l'Asie centrale à partir de la Fédération de Russie est celui qui coûte le moins cher, soit en moyenne 2,5% par montant de 200 USD.
- Les établissements bancaires, principalement par le biais des agences de leur opérateur de transfert d'argent, traitent 75% de la totalité des transactions.
- Dans bien des pays, en particulier dans les zones rurales, les magasins de détail sont le plus souvent des points de versement.
- Les bureaux de poste servent de points de paiement dans plus de la moitié des pays examinés, surtout en Chine et en Indonésie. Ils peuvent représenter une part de 5% du marché des envois de fonds.
- Les institutions de microfinancement (IMF) jouent actuellement un rôle plus limité, puisqu'elles ne représentent que 2% de l'ensemble des points de versement. Elles sont néanmoins souvent plus largement implantées en milieu rural que les banques et offrent une gamme plus large de services financiers à leurs clients.
- Les opérateurs de transfert d'argent utilisent de plus en plus fréquemment des services mobiles. Les prestataires de services mobiles d'envoi de fonds se sont considérablement développés: 60% des principaux prestataires offrent désormais des services mobiles.

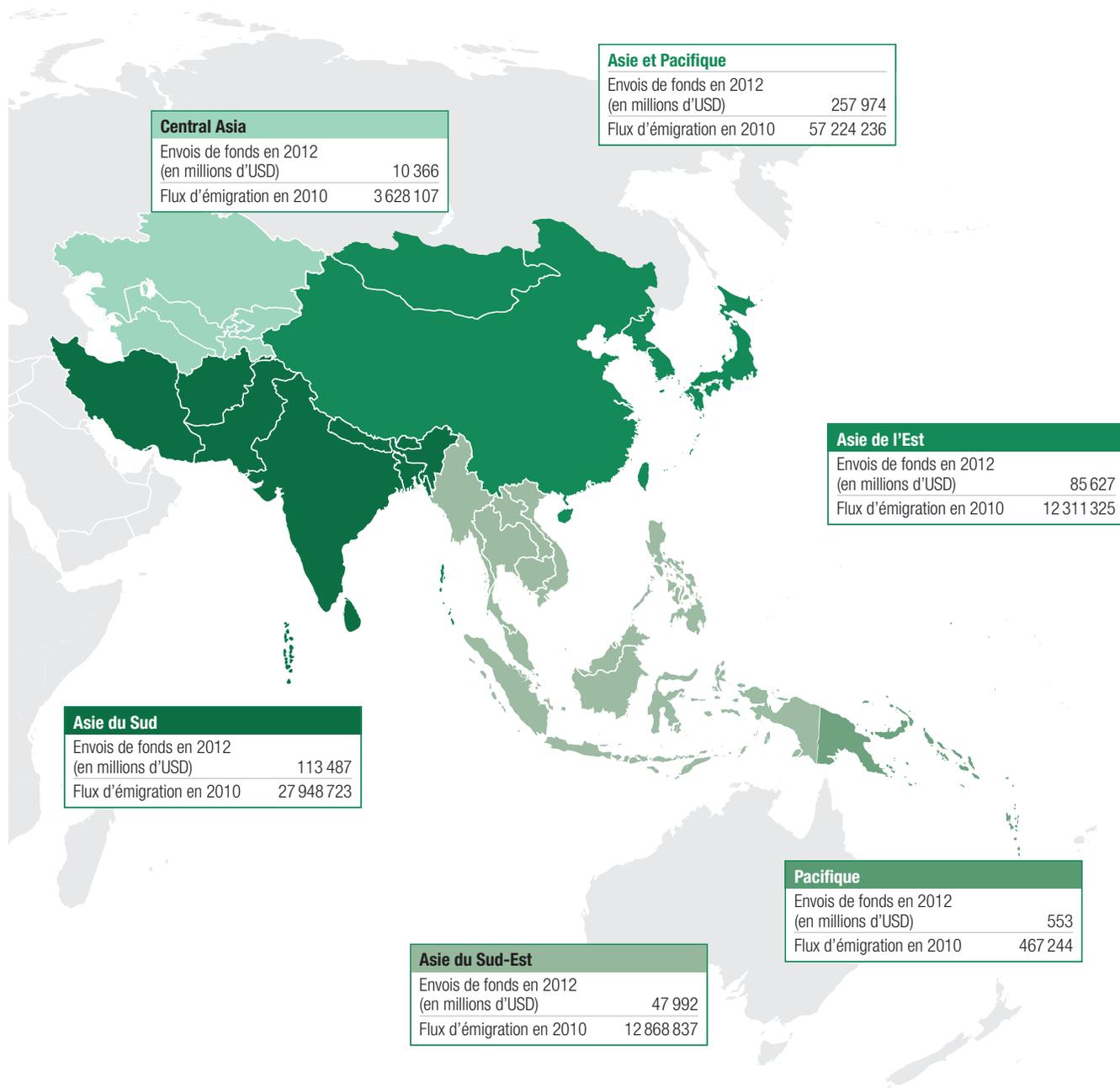
Accès aux services financiers ou "inclusion financière"

- Malgré l'absence de données fiables sur l'accès aux services financiers des ménages asiatiques bénéficiaires d'envois de fonds, la plupart d'entre eux sont exclus du système financier, notamment en milieu rural.
- De ce fait, ces ménages n'ont guère accès à un compte d'épargne ou aux autres instruments financiers qui pourraient les aider à investir.
- Offrir à ces ménages de plus amples possibilités d'utiliser leur argent aura nécessairement des retombées sur le développement de leur communauté.
- Pour que l'accès aux services financiers soit efficace, il faudra un engagement réel en faveur du lancement de programmes d'initiation à la finance pour les ménages qui bénéficient d'envois de fonds.
- L'épargne de la diaspora est un filon important d'investissements dans les communautés locales, à condition de lui offrir des dispositifs viables et de sérieuses possibilités.
- L'amélioration de la sécurité alimentaire grâce aux investissements de la diaspora est une évolution prometteuse qui peut être intensifiée.

Enseignements à en tirer pour les pouvoirs publics

Le marché asiatique de l'envoi de fonds est en pleine transformation et se modernise. Mais l'accès aux services financiers peut néanmoins être considérablement amélioré dans toute la région de façon à optimiser les retombées des envois de fonds. Les actions qu'il est recommandé d'engager pour résoudre ce problème sont notamment les suivantes:

- **Faire connaître l'ampleur et l'importance des envois de fonds en Asie, en particulier en milieu rural, pour encourager le secteur privé, la société civile et les gouvernements à s'engager de manière directe pour accroître les retombées de ces flux financiers sur le développement.**
- **Appliquer les principes généraux relatifs aux transferts de fonds internationaux.**
- **Limiter les restrictions juridiques et réglementaires pour promouvoir la concurrence sur ce marché.**
- **S'associer à des banques commerciales, en particulier pour élargir la gamme des services financiers proposés aux ménages qui bénéficient d'envoi de fonds.**
- **Accompagner la modernisation des autres organismes qui se chargent du versement des fonds, notamment les bureaux de poste, les institutions de microfinancement et les opérateurs de réseaux mobiles.**
- **Promouvoir l'accès aux services financiers, en particulier en lançant des programmes d'initiation à la finance.**
- **Encourager les dispositifs d'investissement et de développement des équipements créés par la diaspora dans leur pays d'origine.**



Sources: Banque mondiale, Entrées de fonds par pays, novembre 2012. Perspectives de l'économie mondiale, base de données du FMI, produit intérieur brut à prix courants en USD, 2012. Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales, 2010.

Section 1: Envois de fonds vers l'Asie et le Pacifique

Depuis plus de 10 ans, l'Asie est en marche – et sa population aussi.

En raison de cette réussite sans égale, on rend souvent hommage à l'Asie pour la manière dont elle a su développer l'éducation, l'investissement, la technologie et l'épargne. De nombreux détails sont publiés sur ses échanges commerciaux et ses flux de capitaux. Mais derrière les grands titres, un autre phénomène transparait – les mouvements de travailleurs qui quittent leur pays en quête de meilleures possibilités pour eux-mêmes et leur famille, c'est-à-dire la face humaine de la mondialisation.

L'ampleur de l'exode rural dans le monde, ainsi que des migrations transfrontières, a atteint un niveau inégalé dans l'histoire humaine et, au XXI^e siècle, l'Asie en est le centre. Pour mieux comprendre les diverses facettes de ce marché du travail qui est dans une large mesure informel, le FIDA a commandé une série d'études sur les envois de fonds transfrontaliers en Asie, qui porte sur des dizaines de millions de familles et des centaines de milliards de dollars envoyés par les travailleurs migrants à leur famille, qui vit toujours dans de petits bourgs ou des villages. Le présent rapport résume les conclusions de ces études et les recommandations formulées au sujet de l'abaissement des coûts de transaction, de l'amplification des retombées sur le développement et de l'offre d'autres services financiers aux émigrés asiatiques et à leurs familles.

À l'échelle mondiale, les envois de fonds vers les pays en développement ont représenté en 2012 un montant

estimé à 410 milliards d'USD. Pour la même année, près de 60 millions de travailleurs migrants vivant hors de leur pays d'origine ont envoyé quelque 260 milliards d'USD à leur famille dans les pays de la région Asie-Pacifique. Au total, 63% de l'ensemble de ces fonds sont envoyés en Asie où l'Inde, la Chine et les Philippines (par ordre de grandeur) sont les premiers pays de destination au monde. Le Bangladesh, le Pakistan, le Viet Nam et l'Indonésie sont également au nombre des 10 premiers pays destinataires des fonds. Ces chiffres sont tirés des statistiques officielles mais, dans la mesure où l'on sait bien que tous les envois de fonds ne transitent pas par des institutions publiques, les flux effectifs sont, sans nul doute, bien plus considérables encore.

En Asie, le montant global des envois de fonds est cinq fois supérieur à celui de l'aide publique au développement. Par ailleurs, dans neuf pays d'Asie ces flux représentent 10% du PIB, voire davantage, et plus de 50% au Tadjikistan. Chose plus importante encore,

Envois de fonds par région – statistiques globales

Région	Envois de fonds (en millions d'USD)	Réseaux de versement
Afrique	60 000	25 000
Asie	258 000	351 500
Amérique latine	72 000	194 933

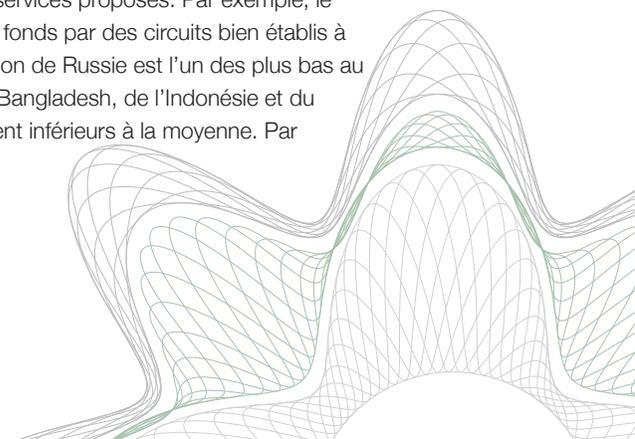
Source: Banque mondiale, flux entrants de fonds par pays, novembre 2012. Banque mondiale, estimation du nombre de migrants, 2010. Manuel Orozco, The Market for Money Transfers: Scorecard Report (Afrique 2010, Asie 2013, Amérique latine 2012). Banque mondiale, prix des envois de fonds dans le monde, 2012.

ces envois de fonds permettent à des millions de foyers asiatiques de se libérer de la pauvreté absolue et offrent à des millions d'autres personnes la possibilité d'améliorer leur logement, leur santé et leur éducation. Au final, on estime que 70 millions de ménages asiatiques bénéficient d'envois de fonds, soit un sur 10.

Le dynamisme de la croissance en Asie depuis dix ans fait apparaître de nouvelles tendances – près d'un migrant sur trois (soit 20 millions de personnes) trouve une possibilité d'emploi dans la région. Hong Kong, le Japon et Singapour sont des sources importantes de travailleurs migrants; la Malaisie et la Thaïlande sont désormais des "importateurs nets" de main-d'œuvre, et l'Inde et le Pakistan commencent aussi à attirer des millions de travailleurs étrangers. Cette tendance devrait s'intensifier au cours de la décennie à venir.

À court terme, la plupart des Asiatiques qui envoient des fonds dans leur pays continueront cependant à chercher du travail dans les pays traditionnels de destination: l'Australie, la région du Golfe, l'Amérique du Nord, la Fédération de Russie et l'Europe occidentale.

Il n'existe pas de marché unique des envois de fonds en Asie, mais plusieurs corridors aux caractéristiques très différentes du point de vue du coût, de l'envergure et de la commodité des services proposés. Par exemple, le coût des envois de fonds par des circuits bien établis à partir de la Fédération de Russie est l'un des plus bas au monde et ceux du Bangladesh, de l'Indonésie et du Népal sont nettement inférieurs à la moyenne. Par



Pays d'origine des envois de fonds

	Asie centrale (%)	Asie de l'Est (%)	Pacifique (%)	Asie du Sud (%)	Asie du Sud-Est (%)
Arabie saoudite				10	
Australie			17		5
Canada					5
Émirats arabes unis				6	
États-Unis		31	18	23	47
Fédération de Russie	65				
Hong Kong (RAS de), Chine		35	21		
Japon		8			
Nouvelle-Zélande			21		
Pays-Bas					4
Royaume-Uni				10	
Singapour					4
Ukraine	7				
Total	72	74	77	49	65

Source: Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales, 2011.

contre, les coûts moyens de transactions vers la Chine et les pays du Pacifique sont parmi les plus élevés au monde, en raison principalement de l'absence de concurrence et d'infrastructures. L'utilisation de moyennes nationales peut dissimuler le fait que les envois de fonds dans les zones rurales coûtent beaucoup plus cher que les transactions transitant par des corridors qui traitent des volumes importants, comme ceux qui relient des zones urbaines.

Deux tiers des plus de 350 000 sites de paiement en Asie sont situés en milieu urbain, alors que la nette majorité de la population desservie par les plus gros marchés des envois de fonds vit en milieu rural. Ce

Présence de points de versements en milieu rural

Pays	Présence rurale (%)
Bangladesh	16
Cambodge	54
Chine	21
Fidji	73
Inde	47
Indonésie	33
Kirghizistan	56
Malaisie	54
Népal	68
Ouzbékistan	53
Pakistan	42
Papouasie-Nouvelle-Guinée	74
Philippines	37
République démocratique populaire lao	56
Samoa	63
Sri Lanka	87
Tadjikistan	84
Tonga	84
Turkménistan	22
Viet Nam	32

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

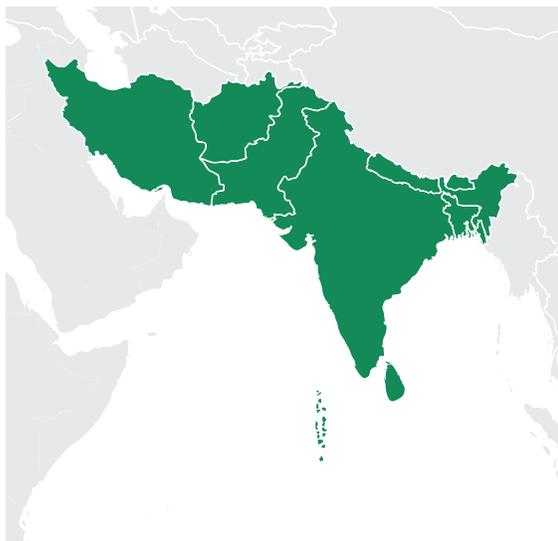
décalage dysfonctionnel entre zones géographiques allonge les délais et augmente les frais pour les bénéficiaires ruraux de ces envois de fonds, qui doivent parcourir de longues distances pour se rendre, en général, dans une banque pour toucher leur argent en liquide puisqu'ils ne peuvent pas avoir de compte d'épargne ou d'autres instruments financiers.

La majorité des fonds reçus servent toujours à répondre aux besoins immédiats du ménage et à améliorer le niveau de vie. Mais, si des possibilités

d'épargne et d'investissement améliorées leur étaient offertes, les familles bénéficiaires y recourraient sans nul doute. La plupart de ces familles vivent et travaillent hors du système financier mondial, ce qui oblige les expéditeurs à effectuer plus de 500 millions de transactions distinctes par an et aux bénéficiaires à se déplacer plus de 500 millions de fois pour aller chercher leur argent à l'autre bout du circuit. Le coût de ces transactions est estimé à 16 milliards d'USD, soit environ 30 USD par transaction. C'est à la fois cher et peu commode pour les pauvres.

Le présent rapport aborde principalement la question des envois de fonds transfrontières sans aborder deux autres grandes problématiques concernant les travailleurs migrants asiatiques. La première concerne les flux et les effectifs de travailleurs migrants qui quittent les zones rurales de leur propre pays pour s'installer dans les villes et envoient de l'argent à leur famille en milieu rural. Ces flux nationaux peuvent même, dans certains pays, être plus importants que les flux internationaux – les obstacles à surmonter sont identiques à ceux décrits dans le présent rapport pour les transactions transfrontières. La deuxième problématique concerne les envois de fonds après un conflit ou vers des États fragiles. Des millions de personnes sont forcées de quitter leur foyer dans des circonstances difficiles et nombre d'entre elles envoient par la suite de l'argent à ceux qui sont restés sur place. L'importance des transferts de fonds vers l'Afghanistan et le Sri Lanka sont des exemples notables d'un tel processus, qu'il va falloir étudier de manière plus approfondie.

Section 2: Survol de la région



Asie du Sud

On compte actuellement près de 28 millions de travailleurs migrants originaires de l'Asie du Sud qui vivent à l'étranger, ce qui fait de cette sous-région la première source de migrants du continent. Au cours des 10 dernières années, des pays tels que l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka ont tous enregistré un accroissement substantiel du nombre de migrants quittant le pays (émigration), alors que d'autres pays, notamment le Bangladesh et le Népal, ont vu cette tendance se renverser puisque nombre de leurs ressortissants sont rentrés chez eux. Au cours de la même période, le Bangladesh, le Népal et le Pakistan sont tous devenus des pays de destination pour des millions d'autres travailleurs migrants (immigration) en provenance des pays voisins du continent asiatique. La majorité des fonds envoyés vers l'Asie du Sud ont pour

destination l'Inde, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Népal – suivis de près par le Pakistan et le Sri Lanka. Le Népal et le Pakistan sont des cas particulièrement intéressants car ces pays approchent actuellement du point d'équilibre entre émigration de ressortissants du pays et immigration de travailleurs étrangers.

La majorité des fonds envoyés en Asie du Sud ont l'Inde pour destination...

Dans trois pays, les envois de fonds des travailleurs migrants représentent plus de 10% du PIB – il s'agit du Bangladesh (11,6%), de l'Afghanistan (16,3%) et du Népal (28,5%).

Envois de fonds vers l'Asie du Sud en 2012

Pays	Envois de fonds (en millions d'USD)	En pourcentage du PIB
Afghanistan	3204	16,3
Bangladesh	13736	11,6
Bhoutan	10	0,6
Inde	69797	3,9
Iran	1377	0,3
Maldives	3	0,1
Népal	5115	28,5
Pakistan	13933	6,0
Sri Lanka	6312	9,7
Total Asie du Sud	113487	

Source: Banque mondiale, flux entrants par pays, novembre 2012. Perspectives de l'économie mondiale, base de données du FMI, PIB à prix courant en USD, 2012.

Flux migratoires en Asie du Sud en 2010

Pays	Flux d'émigrants	Flux d'immigrants
Afghanistan	2351104	90883
Bangladesh	5384875	1085345
Bhoutan	44659	40246
Inde	11360823	5436012
Iran	1295173	2128685
Maldives	1963	3280
Népal	983567	945865
Pakistan	4678730	4233592
Sri Lanka	1847829	339915
Total Asie du Sud	27948723	14303823

Source: Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales 2010.

Zones rurales et marchés – les tendances

La majorité de la population de l'Asie du Sud vit en milieu rural. Les banques détiennent la plus grosse part de marché (64,4%). Néanmoins, en milieu rural, les institutions IMF, les bureaux de poste et les opérateurs de transferts d'argent sont particulièrement présents, notamment au Népal et à Sri Lanka.



Le Japon, dont la population vieillit, est désormais la destination de plus de 2 millions de travailleurs migrants ...

Asie de l'Est

En Asie de l'Est, les migrations diffèrent de celles du reste du continent car la Chine et la République de Corée envoient l'une et l'autre à l'étranger de nombreux migrants éduqués. Par exemple, de nombreux Chinois ont émigré vers l'Australasie et l'Amérique du Nord.

Le Japon, dont la population vieillit, est désormais la destination de plus de 2 millions de travailleurs migrants, qui viennent pour la plupart de Chine, de République de Corée et du Viet Nam.

Plus de 66 milliards d'USD entrent en Chine par le biais des transferts de fonds des émigrés, soit 80% de la totalité des flux à destination de l'Asie de l'Est. C'est également en Chine que le coût moyen de transaction (9,83%) est le plus élevé, en raison de l'absence générale de concurrence sur ce marché.

Envois de fonds vers l'Asie de l'Est en 2012

Pays	Envois de fonds (en millions d'USD)	En pourcentage du PIB
Chine	66275	0,8
Hong Kong (RAS de) Chine	337	0,1
Japon	2772	0,1
Macao (RAS de) Chine	114	–
République de Corée	11696	1,0
République démocratique populaire de Corée	2414	0,0
Total Asie de l'Est	85627	

Source: Banque mondiale, flux entrants par pays, novembre 2012. Perspectives de l'économie mondiale, base de données du FMI, PIB à prix courant en USD, 2012.

Flux migratoires en Asie de l'Est en 2010

Pays	Flux d'émigrants	Flux d'immigrants
Chine	8344726	685775
Hong Kong (RAS de) Chine	718990	2741800
Japon	771246	2176219
Macao (RAS de) Chine	97851	299692
République de Corée	2077730	534817
République démocratique populaire de Corée	300782	37121
Total Asie de l'Est	12311325	6475424

Source: Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales, 2010.

Zones rurales et marchés – les tendances

En Chine, une forte proportion des bénéficiaires d'envois de fonds vivent dans les zones rurales, mais les points de versement sont pour la plupart situés en milieu urbain. On estime que près de 20% seulement des sites de versement en Chine sont situés dans les zones rurales, et de nombreuses familles doivent donc consacrer beaucoup de temps et d'argent pour s'y rendre, outre que les frais qu'ils doivent acquitter sont d'un montant considérable.

Plus de 66 milliards d'USD entrent en Chine par le biais des transferts de fonds des émigrés, soit 80% de la totalité des flux à destination de l'Asie de l'Est...

Il existe en Chine plus de 25 banques qui se chargent de verser les fonds envoyés. Les bureaux de poste et les mutuelles de crédit occupent une moindre place, tandis que les IMF ne sont pas encore véritablement présentes sur le marché chinois des envois de fonds.

Les technologies mobiles vont sans nul doute jouer un rôle de plus en plus important sur les marchés des envois de fonds en Asie de l'Est au cours des 10 prochaines années.



Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est est probablement le marché des envois de fonds le plus dynamique et le plus diversifié au monde, puisque presque 13 millions d'émigrés de

la sous-région vivent à l'étranger. Les flux d'émigration et d'immigration sont en progression dans presque tous les pays depuis 10 ans, les émigrants quittant surtout les Philippines (4,28 millions) et les immigrants se rendant en Malaisie (2,36 millions).

Les flux de fonds entrants ont considérablement augmenté entre 2000 et 2012 dans tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Les Philippines, qui se situent au troisième rang mondial des bénéficiaires d'envois de fonds, avec 24,3 milliards d'USD qui représentent plus de 10% du PIB, accueillent plus de la moitié de l'ensemble des fonds transférés vers l'Asie du Sud-Est.

Viennent ensuite le Viet Nam (9,1 milliard d'USD), l'Indonésie (7,2 milliards d'USD) et la Thaïlande (4,1 milliard d'USD). Par ailleurs, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande attirent désormais un nombre d'immigrants qui viennent travailler dans leurs

économies en pleine expansion bien supérieur à celui de leurs émigrés. Ces trois pays à eux seuls accueillent maintenant près de 6 millions de travailleurs migrants, soit presque le double de leurs ressortissants émigrant à l'étranger. Toutefois, l'Indonésie, le Myanmar et le Viet Nam continuent d'envoyer à l'étranger un nombre de travailleurs nettement supérieur à celui des travailleurs immigrants qu'ils accueillent.

L'Asie du Sud-Est est probablement le marché des envois de fonds le plus dynamique et le plus diversifié au monde, puisque près de 13 millions d'émigrés de la sous-région vivent à l'étranger.

Envois de fonds vers l'Asie du Sud-Est en 2012

Pays	Envois de fonds (en millions d'USD)	En pourcentage du PIB
Brunéi Darussalam	75	0,5
Cambodge	256	1,8
Indonésie	7 180	0,8
Malaisie	1 363	0,4
Myanmar	566	1,1
Philippines	24 325	10,7
République démocratique populaire lao	116	1,3
Singapour	874	0,3
Thaïlande	4 103	1,1
Timor-Leste	82	2,0
Viet Nam	9 052	6,6
Total Asie du Sud-Est	47 992	

Source: Banque mondiale, flux entrants par pays, novembre 2012. Perspectives de l'économie mondiale, base de données du FMI, PIB à prix courant en USD, 2012.

Flux migratoires en Asie du Sud-Est en 2010

Pays	Flux d'émigrants	Flux d'immigrants
Brunéi Darussalam	24 343	148 123
Cambodge	350 485	335 829
Indonésie	2 504 297	122 908
Malaisie	1 481 202	2 357 603
Myanmar	514 667	88 695
Philippines	4 275 612	435 423
République démocratique populaire lao	366 663	18 916
Singapour	297 234	1 966 865
Thaïlande	811 123	1 157 263
Timor-Leste	16 810	13 836
Viet Nam	2 226 401	69 307
Total Asie du Sud-Est	12 868 837	6 714 768

Source: Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales, 2010.

Zones rurales et marchés – les tendances

En Asie du Sud-Est, on a recours à divers types d'organismes pour verser les fonds aux bénéficiaires. Les banques représentent plus de 50% du marché, les bureaux de poste et les IMF jouant un rôle considérable dans le secteur. Tous les autres organismes de versement occupent une part bien moindre du marché.¹

Comme il en va sur le marché mondial, les banques sont les principaux organismes de paiement dans les zones rurales de la région. C'est en République populaire démocratique lao que l'on trouve le plus grand nombre de banques rurales, suivie par la Malaisie. Aux Philippines, les organismes de versement desservant la population rurale sont les plus diversifiés. Au Cambodge, les IMF sont les organismes les plus présents en milieu rural par rapport aux autres pays de la région.

1/ Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.



Asie centrale

Actuellement, plus de 3,6 millions de travailleurs migrants du Kirghizistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan vivent à l'étranger. On estime qu'ils ont envoyé en 2012 plus de 10,3 milliards d'USD à leur famille dans leur pays. Le volume des envois de fonds à destination du Kirghizistan et du Tadjikistan, où ils représentent 32,2% et 51,6% du PIB respectif de ces pays, est le plus important du continent asiatique. La majorité de ces flux de fonds proviennent de la Fédération de Russie où se situe le siège de la plupart des opérateurs de transfert d'argent intervenant dans cette sous-région.

Le coût d'envoi des fonds vers l'Asie centrale est l'un des plus faibles au monde, puisqu'il est de 2,5% en moyenne.

Zones rurales et marchés – les tendances

Les banques sont les organismes de paiement les plus courants dans la sous-région, bien que les IMF soient très présentes au Tadjikistan et que les bureaux de poste jouent également un rôle important en milieu rural au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

La plupart des banques, des IMF et des services postaux se sont développés de façon à mettre en place un réseau efficace qui dessert les populations rurales, comme le montre le coût extrêmement faible des transactions d'envoi de fonds dans cette sous-région.

Le volume des envois de fonds à destination du Kirghizistan et du Tadjikistan, où ils représentent 32,2% et 51,6% du PIB respectif de ces pays, est le plus important du continent asiatique.

Envois de fonds vers l'Asie centrale en 2012

Pays	Envois de fonds (en millions d'USD)	En pourcentage du PIB
Kazakhstan	162	0,1
Kirghizistan	2024	32,2
Ouzbékistan	479	1,6
Tadjikistan	3739	51,6
Turkménistan	3911	7,5
Total Asie centrale	10315	

Source: Banque mondiale, flux entrants par pays, novembre 2012. Perspectives de l'économie mondiale, base de données du FMI, PIB à prix courant en USD, 2012.

Flux migratoires en Asie centrale en 2010

Pays	Flux d'émigrants	Flux d'immigrants
Kazakhstan	–	–
Kirghizistan	621 076	222 731
Ouzbékistan	1 954 460	1 175 935
Tadjikistan	791 618	284 291
Turkménistan	260 953	207 700
Total Asie centrale	3 628 107	1 890 657

Source: Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales, 2010.



Le marché des envois de fonds de la sous-région Pacifique, bien qu'il soit le plus petit du continent asiatique, est extrêmement diversifié...

Envois de fonds vers le Pacifique 2012

Pays	Envois de fonds (en millions d'USD)	En pourcentage du PIB
Fidji	167	4,23
Iles Marshall	44	–
Iles Salomon	1	0,10
Kiribati	9	–
Micronésie (États fédérés de)	64	–
Nauru	5	–
Palau	20	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	9	0,06
Samoa	130	18,26
Tonga	75	15,76
Tuvalu	8	22,2
Vanuatu	21	2,76
Total Pacifique	553	7

Source: Banque mondiale, flux entrants par pays, novembre 2012. Perspectives de l'économie mondiale, base de données du FMI, PIB à prix courant en USD, 2012.

Pacifique

La structure des migrations dans la sous-région Pacifique a considérablement varié d'un pays à l'autre au cours des 10 dernières années. Les flux d'émigrants en provenance de certains pays ont quasiment doublé, alors qu'ailleurs, ils progressaient lentement, voire même diminuaient dans certains cas.

Les principaux pays qui reçoivent des migrants en provenance du Pacifique sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Divers facteurs démographiques et économiques ont influé sur les flux migratoires de la sous-région. En raison d'une croissance démographique rapide et d'une faible croissance économique, les économies de bon nombre de ces pays sont incapables d'absorber une main-d'œuvre croissante.

Flux migratoires dans la sous-région Pacifique 2010

Pays	Flux d'émigrants	Flux d'immigrants
Fidji	182 183	18 533
Iles Marshall	10 506	1 709
Iles Salomon	5 385	6 971
Kiribati	6 429	1 978
Micronésie (États fédérés de)	21 895	2 668
Nauru	–	–
Palau	7 971	5 776
Papouasie-Nouvelle-Guinée	61 197	24 546
Samoa	120 419	8 976
Tonga	47 369	848
Tuvalu	–	–
Vanuatu	3 890	814
Total Pacifique	467 244	72 819

Source: Banque mondiale, Matrice des migrations bilatérales, 2010.

Dans le même temps, la demande de travailleurs manuels augmente dans les pays industrialisés riverains du Pacifique.

Des pays tels que Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa et les Tonga ont connu des flux d'émigration importants, Fidji ayant la diaspora la plus importante puisque 180 000 émigrés fidjiens vivent à l'étranger. Il convient de préciser que plus de 60% de ces travailleurs très qualifiés venant de Fidji vivent dans des pays membres de l'OCDE. C'est également à Fidji que les flux de transfert entrants sont les plus élevés de la région (167 millions d'USD); viennent ensuite le Samoa et les Tonga.

Zones rurales et marchés – les tendances

Le marché des envois de fonds dans la sous-région du Pacifique, bien qu'il soit le plus petit du continent asiatique, est extrêmement diversifié et compte de multiples organismes de paiement. À l'échelle des pays, ce marché est dominé par les banques (37%) et les magasins de détail (26%).

La plupart des pays de la sous-région ont une population essentiellement rurale, en raison principalement de leurs caractéristiques géographiques, car il s'agit d'archipels océaniques comptant des centaines d'îlots. Les prestataires de services d'envoi de fonds et les organismes de paiement se sont adaptés à ces caractéristiques géographiques. Bien que les banques soient très présentes en milieu rural dans la sous-région, les magasins de détail sont plus largement implantés dans les campagnes. Dans cette région, les services sont particulièrement innovants et des produits diversifiés sont offerts aux bénéficiaires des envois de fonds.

Section 3: Environnement commercial global

La présente section présente les caractéristiques importantes du marché asiatique des envois de fonds.

Envois de fonds des émigrés et réglementation

Cinq domaines réglementaires ont une pertinence particulière pour les envois de fonds vers l'Asie, à savoir le cadre réglementaire global qui régit le secteur financier, la réglementation applicable aux systèmes de paiement, la réglementation des IMF, la taxation des transactions en devises ainsi que la lutte contre le blanchiment d'argent et les régimes qui financent le terrorisme.

Les pays asiatiques n'imposent pas directement ou ouvertement les envois de fonds, mais bon nombre d'entre eux ont instauré des taxes distinctes sur les transactions en devises ou les sources étrangères de revenus qui, au final, équivalent à imposer indirectement les envois de fonds.

Cadre réglementaire global régissant le secteur financier

Tous les pays étudiés dans le cadre de la présente étude disposent d'au moins une autorité de contrôle, le plus souvent une banque centrale. Ils se sont également tous dotés d'une législation qui énonce les règlements financiers. Toutefois, d'après le rapport sur la primauté du droit du World Justice Project, tous les pays d'Asie n'assurent pas le respect des règlements financiers en vigueur.²

Réglementation des systèmes de paiement

Presque tous les pays étudiés règlementent, sous une forme ou sous une autre, les systèmes de paiement. Dans certains cas, des dispositions distinctes s'appliquent même aux systèmes de paiement et, dans d'autres, les systèmes de paiement relèvent de la législation bancaire globale.

Dans la plupart des pays, l'accès direct à l'infrastructure de versement est limité aux banques et aux opérateurs de transfert d'argent. La Malaisie occupe une place à part dans la mesure où toute une gamme d'établissements, notamment les bureaux de poste, les IMF et les opérateurs de réseaux mobiles y ont accès.

Réglementations des IMF

La majorité des pays d'Asie se sont dotés d'une réglementation relative à la microfinance. Bon nombre d'entre eux mentionnent les IMF dans la législation en vigueur concernant les banques ou les paiements, et quelques-uns, par exemple le Cambodge et le Pakistan, se sont dotés d'une loi spécifique et détaillée relative aux IMF.

Taxation des transactions effectuées en devises

Les pays asiatiques n'imposent pas directement ou ouvertement les envois de fonds, mais bon nombre d'entre eux ont instauré des taxes distinctes sur les transactions en devises ou sur les sources étrangères de revenus qui, au final, équivalent à imposer indirectement les envois de fonds. En Ouzbékistan, par exemple, le siège d'une banque et chacune de ses agences sont considérés comme des entités indépendantes, ce qui signifie que les fonds envoyés aux agences sont assujettis à une taxe nette sur les bénéfices de 10%³. Au Samoa, certains envois de fonds sont assujettis à une taxe sur les sources de revenus étrangers⁴. Les Philippines n'ont que récemment abrogé le droit de timbre documentaire qui procurait auparavant des rentrées annuelles d'un montant estimé à 1,4 millions d'USD sur les envois de fonds.⁵

Lutte contre le blanchiment d'argent et les régimes qui financent le terrorisme

S'agissant de la lutte contre le blanchiment d'argent et les régimes qui financent le terrorisme, il existe en Asie au moins trois niveaux de réglementation. Toutefois, plusieurs pays n'ont que récemment adopté des dispositions à ce sujet, notamment les Maldives,

2/ World Justice Project, indice de respect de la réglementation 2012-2013. Voir: <http://worldjusticeproject.org/factors/effective-regulatory-enforcement>

3/ International Tax Review, Profil de pays: Ouzbékistan. Voir: <http://www.itrworldtax.com/Jurisdiction/142/Uzbekistan.html>

4/ Fikreth Shuaib, "Leveraging Remittances with Microfinance: Samoa Report," (programme d'aide internationale du Gouvernement australien), 2008. Voir: http://www.ausaid.gov.au/Publications/Pages/564_9030_5946_1258_8278.aspx

5/ "OFW Remittances Now Exempt from Stamp Tax," Pinoy Abroad, 3 décembre 2010. Voir: <http://www.gmanetwork.com/news/story/207489/pinoyabroad/ofw-remittances-nowexempt-from-stamp-tax>

le Tadjikistan et Timor-Leste (2011) ainsi que le Bangladesh (2012).

La plupart des pays d'Asie sont également membres d'un organisme international chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et les pays qui financent le terrorisme. La Chine, l'Inde, le Japon, la République de Corée et Singapour sont membres à part entière du Groupe d'action financière (GAFI), mais la plupart des pays n'en sont que membres associés, par le biais d'un organisme régional, par exemple le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de l'argent (GAP) ou le Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (GEA). Sur les 20 pays dont la réglementation a été passée en revue, seule la République démocratique populaire lao n'était pas membre d'un organe régional similaire au GAFI.

Toutefois, le seul fait d'être membre d'une organisation internationale ne dit rien du degré d'efficacité de la lutte menée contre le blanchiment d'argent et les régimes qui financent le terrorisme.

Caractéristiques du marché des envois de fonds en Asie

La présente section tente de dégager les caractéristiques et de cartographier les tendances de la concurrence entre les prestataires de services d'envoi de fonds sur le marché, en braquant les projecteurs sur 35 prestataires de services opérant en Asie. L'éventail de ces opérateurs va de grandes entreprises mondiales jusqu'aux petits acteurs régionaux, dont la majorité sont implantées en milieu urbain, la société Western Union étant la plus présente.

Répartition des points de versement, par pays

	Réseau (Nombre)	Banques (%)	Institutions financières autres que des banques (%)	IMF (%)	Mutuelles de crédit (%)	Magasins de détail (%)	Devises (%)	Poste (%)	Autre (%)
Bangladesh	15 928	79		14				3	4
Cambodge	388	74		26					
Chine	11 9642	82						17	1
Fidji	379	39	2			30	11	6	12
Inde	95 830	64	10		1	3	3	6	13
Indonésie	12 512	47						51	2
Kirghizistan	5 129	97						3	
Malaisie	4 965	77	3				5	12	3
Népal	10 097	39	19	1	3	2	3		33
Ouzbékistan	8 145	100							
Pakistan	9 398	75	1	1		1	1	10	11
Papouasie-Nouvelle-Guinée	84	80					1	17	2
Philippines	47 117	42	38		1	13			6
République démocratique populaire lao	170	44					1		55
Samoa	104	11	8			30	1		50
Sri Lanka	5 750	53	11	4	12	10		7	3
Tadjikistan	5 959	88		12					
Tonga	86	26	18			30	0	1	24
Turkménistan	32	100							
Viet Nam	9 840	80				9	0	7	4
Moyenne	18 000	75	9	1	1	3	1	4	6

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Réseau de distribution

Au total, 352 000 points de versement ont été recensés dans les 20 pays étudiés. Le plus grand nombre d'entre eux appartiennent à des sociétés bien établies, notamment MoneyGram, Wells Fargo et Western Union. Soixante-quinze pour cent des points de versement appartenait à des banques. Pourtant, dans certaines régions, notamment dans le Pacifique et en particulier à Fidji, au Samoa et dans les Tonga, les magasins de détail servant de point de versement sont les plus

nombreux. En Asie, les banques jouent un double rôle: la réception des fonds car elles se chargent du versement aux bénéficiaires de la plupart des fonds envoyés, et l'envoi des fonds, secteur où elles ne représentent par contre que 21% du marché. Cette caractéristique distingue la région des autres parties du monde. Par ailleurs, toutes les banques qui offrent des services d'envoi de fonds ont pour seul partenaire des banques pour ce qui est du versement des fonds à la réception.

Gamme des produits et envergure géographique

Les prestataires de services d'envoi de fonds offrent toute une gamme de services, qui vont des transferts en liquide aux virements bancaires, au paiement de crédits et à d'autres services financiers tels que le paiement de factures. Certains utilisent de nouvelles technologies, par exemple les transferts en ligne, les transferts par téléphone mobile et les notifications par SMS.

La majorité des prestataires de services étudiés offrent à la fois des services en liquide ou par le biais d'un compte et proposent à leurs clients plusieurs options pour envoyer des fonds. En outre, bon nombre d'entre

Gamme des produits offerts par les prestataires de services d'envoi de fonds en Asie et dans le Pacifique

Produits offerts	Nombre de prestataires de services d'envoi de fonds
Transferts en liquide uniquement	7
Transferts entre comptes uniquement	2
Transferts en liquide et entre comptes	26
Plateformes en ligne	17
Plateformes mobiles	5

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Envergure géographique

	Nombre de prestataires de services d'envoi de fonds
Mondial	13
Toutes régions confondues	3
Régional	11
Destination unique	8

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

eux ont des plateformes en ligne permettant d'envoyer de l'argent. Il importe de souligner que les prestataires de services qui n'offrent que des services en liquide se trouvent principalement dans le corridor Fédération de Russie-Asie centrale. Les grandes entreprises internationales de transferts de fonds offrent en général toute une gamme de services, y compris des plateformes mobiles et des services en ligne.

Pour bien comprendre les caractéristiques du secteur des envois de fonds en Asie, il faut prendre en considération l'envergure géographique des prestataires de services, ainsi que la gamme des produits qu'ils proposent. Si un nombre non négligeable de prestataires de services ne desservent que l'Asie, ils sont bien plus nombreux à desservir de multiples destinations. Les données obtenues dans le cadre de cette étude semblent indiquer que les prestataires de services internationaux n'offrent pas nécessairement la meilleure qualité de service mais qu'ils proposent à leur clientèle une gamme plus large de produits et de destinations.

Coût de transfert

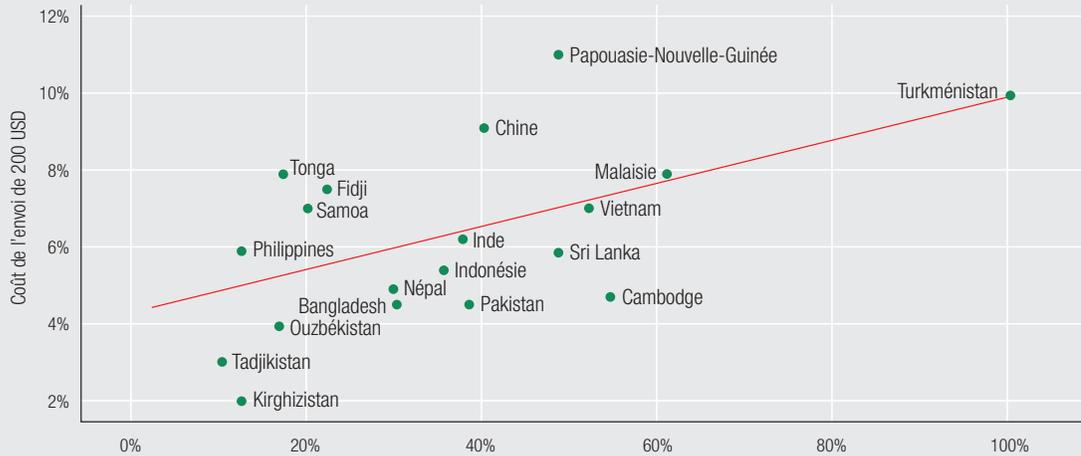
Le coût des envois de fonds vers l'Asie, y compris les frais de transfert et les commissions de change, est légèrement inférieur à la moyenne mondiale. Mais les différences d'une sous-région et d'un pays à l'autre peuvent être significatives. Par exemple, les coûts de transfert vers le Pacifique et la Chine sont bien supérieurs à la moyenne globale, alors que les envois de fonds vers l'Asie centrale sont parmi les moins chers au monde.

Coûts de transfert des fonds en pourcentage du coût total, par pays et catégorie de prestataires de services

Pays	Opérateur de réseaux mobiles	Banque	Carte de crédit	Caisse d'épargne	Poste
Bangladesh	3,30	5,70			
Chine	9,10	14,20	15,10	19,60	12,00
Fidji	7,50	13,90	9,80		
Inde	6,20	13,30	15,10	19,60	12,90
Indonésie	5,40	7,90			
Kazakhstan	2,70				
Kirghizistan	2,00				
Malaisie	7,90	11,90			
Népal	4,90	4,80			
Ouzbékistan	2,10				
Pakistan	4,50	9,10	15,90		4,00
Papouasie-Nouvelle-Guinée	14,10				
Philippines	5,90	10,90	17,60		15,20
République démocratique populaire lao	7,00				
Samoa	9,20				
Sri Lanka	5,90				
Tadjikistan	2,20				
Thaïlande	4,90				
Togo	6,50	18,60		19,60	9,60
Tonga	7,90	15,50	14,00		
Turkménistan	5,00				
Vanuatu	6,00	14,20	10,50		
Viet Nam	7,10	11,50	14,00	19,60	14,00

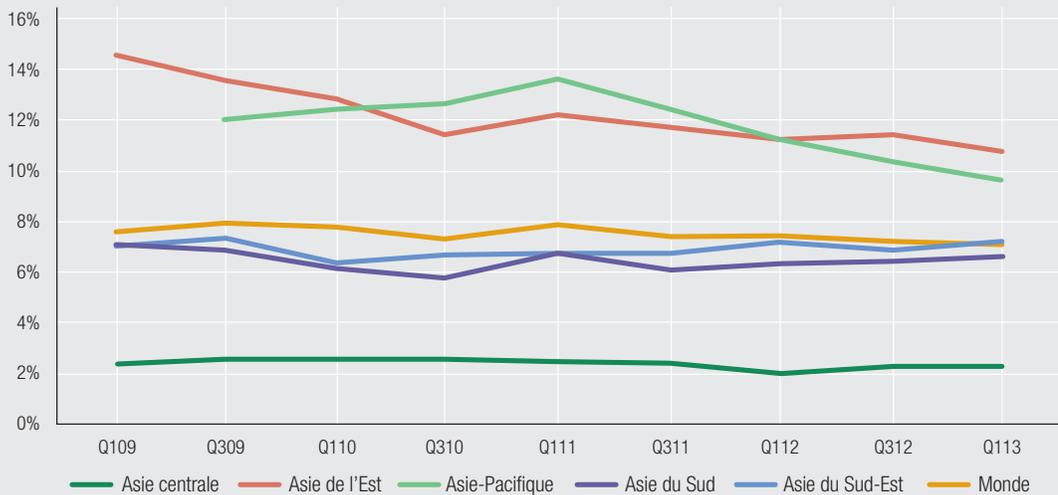
Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Part des réseaux de versement appartenant aux prestataires de services qui dominent le marché, par pays



Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Comparaison des coûts de l'envoi de fonds en Asie et dans le Pacifique



Source: Banque mondiale, prix des envois de fonds dans le monde, 2009-2013.

Ce tableau montre les variations entre les divers pays du coût de l'envoi de 200 USD par le réseau de versement occupant la plus grosse part de marché. Dans les pays affichant les coûts les plus élevés, par exemple en Chine, les points de versement appartiennent pour la plupart à une ou deux sociétés qui dominent le marché. L'évolution du secteur fait également apparaître une tendance à l'accroissement des coûts à mesure que la part du marché qu'occupent les réseaux de versement progresse.

Si on les compare, les coûts de l'envoi de fonds vers l'Asie de l'Est et les pays du Pacifique sont les plus élevés de toute la région, et sont supérieurs à la moyenne mondiale. L'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud ont maintenu leurs coûts au-dessous de la moyenne mondiale depuis 2009. L'Asie centrale a par contre gardé les coûts moyens les plus faibles, non seulement par rapport aux autres pays de la région, mais également au niveau mondial.

Section 4: Institutions de microfinancement, bureaux de poste et opérateurs de réseaux mobiles

Hormis les banques et leurs réseaux financiers bien ancrés de prestataires de services d'envoi de fonds, les IMF, les bureaux de poste et les opérateurs de réseaux mobiles développent de plus en plus leurs activités d'envoi de fonds en Asie.

Dans la mesure où les IMF et les services postaux sont en général présents en milieu rural, ils sont des acteurs importants potentiels sur le marché des envois de fonds. C'est là un aspect particulièrement important parce que le marché régional est essentiellement rural et qu'il faut résoudre les difficultés que pose l'implantation de sites de versement sur le "dernier kilomètre". Par ailleurs, l'apparition de nouvelles technologies utilisant les réseaux de téléphonie mobile ouvre de nouvelles perspectives de développement de ce marché.

Les obstacles qui limitent l'entrée des nouveaux arrivants sur le marché n'ont cependant pas tous disparu. Les cadres réglementaires et le manque de moyens institutionnels sont deux des raisons principales expliquant que ces réseaux mobiles n'occupent pas encore une part significative du marché.

...l'apparition de nouvelles technologies utilisant les réseaux mobiles ouvre de nouvelles perspectives de développement du marché.

Rôle des institutions de microfinancement

La participation des IMF au marché des envois de fonds en Asie reste globalement limitée. Mais on relève d'importantes exceptions à cette règle générale, comme le montre le tableau ci-après.

Deux facteurs principaux expliquent cette faible participation des IMF. Premièrement, dans la plupart des pays de la région, la réglementation n'autorise pas les IMF à effectuer des transferts en devises, sauf

IMF offrant des services d'envoi de fonds

Pays	IMF
Bangladesh	BRAC
Cambodge	PRASAC
Inde	Microfinance Ltd. 3SHARE CASHPOR Microcredit
Népal	Chhimek Laghubitta Bikas Bank Ltd. Karnali Microcredit
Pakistan	Tameer Bank MFI The First Microfinance Bank Ltd.
Philippines	Alalay Sa Kaunlaran Inc. (ASKI) Santarjed Microfinancing
Sri Lanka	Regional Development Bank Ruhuna Development Bank
Tadjikistan	FINCA Matin AccessBank Tajikistan

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

s'ils sont des sous-agents de banques commerciales ou d'organismes agréés. Deuxièmement, la plupart des IMF n'ont pas le personnel qualifié qui leur permettrait de satisfaire à l'obligation que leur est faite de faire respecter la réglementation, n'ont pas les infrastructures suffisantes pour s'occuper d'envois de fonds, ont des systèmes de gestion des données peu performants et des problèmes de liquidités.

Les IMF très performantes devraient néanmoins bénéficier d'une attention accrue des politiques de façon à pouvoir développer leur potentiel en ce qui concerne les envois de fonds.

Coût total

S'agissant des coûts, les résultats sont mitigés. Dans la moitié des pays étudiés, les coûts des IMF sont inférieurs à la moyenne, alors qu'ils sont supérieurs pour l'autre moitié.

Coûts de transfert moyens

Pays	Moyenne (%)	IMF (%)	Écart (%)
Bangladesh	7,19	6,86	5
Cambodge	5,59	10	-79
Inde	6,39	6,2	3
Népal	5,75	5,45	5
Pakistan	6,02	7,56	-26
Philippines	4,92	6,43	-31
Sri Lanka	5,68	5,02	12
Tadjikistan	4	4,28	-7

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Présence de points de versement en milieu rural comparée à l'implantation des IMF

Pays	Moyenne (%)	IMF (%)
Bangladesh	15,9	26,66
Cambodge	53,9	79,41
Inde	46,6	50,00
Népal	68,2	100,00
Pakistan	42,1	32,76
Philippines	37,2	66,67
Sri Lanka	87,3	96,08
Tadjikistan	83,8	85,34

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

...dans la plupart des pays, la réglementation n'autorise pas les IMF à effectuer des transferts en devises, sauf si elles exercent la fonction de sous-agents...

Présence rurale

Dans la plupart des cas, les IMF sont plus présentes dans les centres urbains que les autres prestataires de services d'envoi de fonds.

Réseau de services de versement

Pour être réellement compétitives sur le marché des envois de fonds, les IMF doivent s'associer à des opérateurs nationaux de transfert d'argent dont les prix sont concurrentiels et qui ont une infrastructure de distribution. Les IMF ont tout un éventail de réseaux pour pénétrer le marché et, en développant leurs partenariats, pourront créer des réseaux de versement bien plus étendus.

Les IMF et leurs partenaires

IMF	Prestataire de services partenaires	Taux de pénétration des IMF (%)
AccessBank	Contact, Leader, Migom, WU, Unistream	65
BRAC	MoneyGram, Samba Speedcash Now, Ria, WU	98
Chhimek Bank	MoneyGram, Prabhu Money Transfer, Ria	48
FINCA	Migom, MoneyGram, Unistream, WU	49
Karnali Microcredit	Ria	12
Matin	MoneyGram, Unistream	65
Microfinance Ltd	MoneyGram	37
PRASAC	Maybank	28
Santarjed Microfinancing	Western Union	12
SHARE MFI	Western Union	26
Tameer Bank MFI	MoneyGram	31

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

BRAC, au Bangladesh, affiche le taux de pénétration le plus élevé (98%) car cet organisme a mis en place des partenariats avec tous les prestataires de services d'envoi de fonds du pays, sauf un. D'autres IMF, par exemple AccessBank Tadjikistan et Matin, ont également un taux de pénétration supérieur à 60% parce qu'elles ont conclu de nombreux partenariats. Les IMF telles que SHARE, Microfinance Ltd. (Inde), Kamali Microcredit (Népal), Santarjed Microfinancing (Philippines) et PRASAC ont un taux de pénétration inférieur à 30% parce qu'elles ont pour partenaire un seul opérateur de transfert d'argent.

BRAC, au Bangladesh, affiche le taux de pénétration le plus élevé (98%) car cet organisme a mis en place des partenariats avec tous les prestataires de services d'envoi de fonds du pays, sauf un.

Produits financiers

Les IMF participant à cette étude du marché des envois de fonds offrent toute une gamme de services et ont développé des stratégies de protection de leur clientèle. De plus en plus souvent, les IMF offrent un large éventail de produits et de services qui ne se limitent plus aux prêts de faible montant. Une majorité d'entre elles proposent désormais des services non financiers, par exemple formation sanitaire, formation destinée à rendre les femmes plus autonomes, assurance-vie et assurance des cultures. Toutes ces institutions sont formelles ou semi-formelles, certaines d'entre elles étant tenues de respecter les lois et règlements bancaires, d'autres opérant comme des établissements bancaires dotés d'un agrément spécial ou comme des organisations non gouvernementales (ONG). Pour une nette majorité d'entre elles, plus de 70% de leur clientèle d'emprunteurs actifs vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Les IMF ne sont pas encore compétitives sur le marché global mais restent des acteurs prometteurs susceptibles d'améliorer la compétitivité du marché des envois de fonds dans leur pays.

Services postaux et envois de fonds

Avec 660 000 bureaux de poste dans le monde entier, le réseau mondial des services postaux est presque deux fois supérieur à celui des plus grosses sociétés de transfert d'argent. On compte en Asie plus de la moitié des bureaux de poste existant dans le monde, soit plus de 350 000⁶, dont plus de 200 000⁷ en milieu rural.

Ces bureaux peuvent être considérés comme complémentaires du secteur bancaire qui, à la différence du réseau postal, se concentre dans les zones urbaines fortement peuplées. Si, quand on parle de réseau postal, l'envoi du courrier et des colis vient d'abord à l'esprit, il ne faut pas oublier que les bureaux de poste jouent depuis très longtemps un rôle vital en matière de transactions financières au sein des pays et entre eux. De fait, les services financiers contribuent souvent aux recettes postales dans une proportion se situant entre 62 et 80%.

Les bureaux de poste viennent au deuxième rang en ce qui concerne les services de versement des fonds envoyés en Asie. Ils sont opérationnels dans au moins 12 pays d'Asie, tout particulièrement en Indonésie, suivie par la Chine et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

En 2011, les réseaux postaux des pays d'Asie ont traité plus de 50 millions⁸ d'envois de fonds, d'une valeur estimée à 10 milliards d'USD, soit environ 4% du montant total des fonds envoyés par les migrants vers l'Asie. Par ailleurs, de nombreux envois de fonds nationaux transitent également par les bureaux de poste.

Le rôle que jouent les bureaux de poste varie considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains pays d'Asie, la poste s'est taillé une part de plus de 20% du marché des envois de fonds des migrants (envoi et retrait), sa part de marché étant dans d'autres pays inférieure à 0,20%. Divers modes opératoires voient le jour, notamment en ce qui concerne la stratégie, les partenariats et la prise en charge du "dernier kilomètre".

Dans la plupart des pays d'Asie, les services postaux englobent depuis longtemps les services financiers de base; le versement des fonds envoyés de l'étranger semble donc une évolution naturelle. Cette tendance à offrir une gamme élargie de services financiers se dégage en Inde, en Indonésie, au Kazakhstan, au Kirghizistan, aux Philippines et au Viet Nam.

Réseaux de versement dans les bureaux de poste

Pays	Pourcentage de tous les autres réseaux (%)
Indonésie	51
Chine	17
Papouasie-Nouvelle-Guinée	17
Malaisie	12
Pakistan	10
Viet Nam	7
Sri Lanka	7
Inde	6
Fidji	6
Bangladesh	3
Kirghizistan	3
Tonga	1

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Cependant, la compétitivité des entreprises intervenant sur le marché des envois de fonds, en particulier en ce qui concerne les opérations de versement, dépend des moyens et des capacités dont elles disposent. Les bureaux de poste ne sont pas toujours à la hauteur.

À cet égard, les principaux facteurs qui permettent aux bureaux de poste d'offrir des services compétitifs sont la liquidité financière, les moyens techniques et la technologie, le savoir-faire en matière de respect des prescriptions légales et la qualification appropriée du personnel.

L'Asie à elle seule compte plus de la moitié des bureaux de poste au monde, soit plus de 350 000, dont plus de 200 000 en milieu rural.

6/ Statistiques de l'Union postale universelle, 2011.

7/ Statistiques de l'Union postale universelle, 2011.

8/ Estimations préliminaires, Union postale universelle.

Les services postaux se trouvent effectivement à la croisée des chemins. Les banques et d'autres prestataires de services financiers sont omniprésents et très compétitifs en milieu urbain. Les services postaux pourraient donc occuper certains créneaux mais il faudrait à cette fin non seulement qu'ils prévoient de gros investissements dans le développement de leurs capacités mais également qu'ils conçoivent des produits répondant aux besoins des clients et qu'ils commercialisent ces produits dans les zones où les bureaux de poste jouissent d'un avantage comparatif.

Technologies mobiles et envois de fonds

La perspective de pouvoir transférer instantanément et à peu de frais sur de grandes distances des fonds avec son téléphone mobile est l'une des évolutions les plus prometteuses de nos jours dans le secteur. La téléphonie mobile offre la possibilité de relier à peu de frais aux services bancaires des centaines de millions de personnes vivant en milieu rural dont le revenu est faible et qui n'avaient jusque-là pas de banque.

L'Asie est le marché des services financiers mobiles dont la croissance est la plus rapide au monde puisque ces services atteignent aujourd'hui pratiquement toutes les petites villes et villages du continent. C'est un marché potentiellement énorme,

accessible sans avoir à réaliser de gros investissements dans l'infrastructure matérielle étant donné que les clients possèdent déjà l'outil qui leur permettra de se connecter.

Les téléphones mobiles peuvent servir à envoyer de l'argent, à consulter son solde bancaire, à transférer de l'argent de compte à compte et à payer des factures. Ils peuvent également être utilisés pour recevoir et stocker une valeur, effectuer des achats dans un magasin de détail, retirer de l'argent, outre que plusieurs de ces diverses options peuvent être associées.

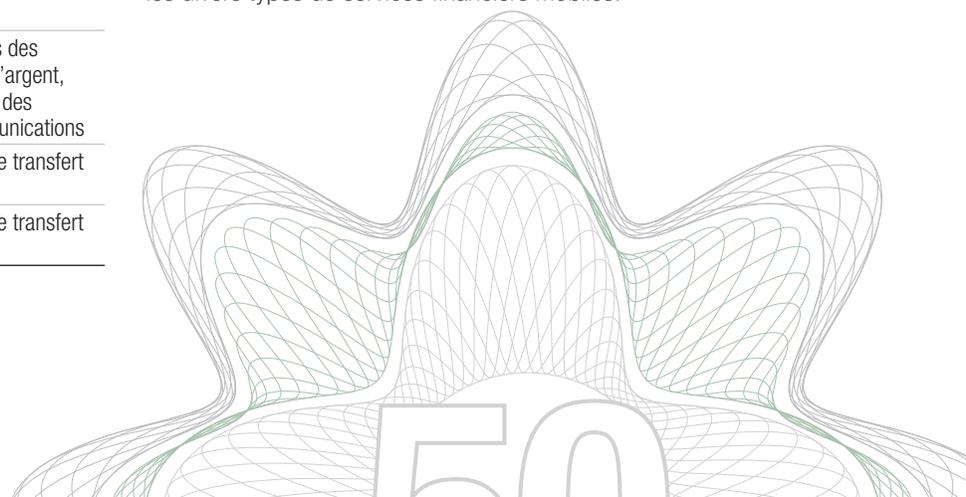
Comme il est indispensable de réduire les coûts pour améliorer la compétitivité, il est intéressant de relever que le coût des transactions financières mobiles représente environ 2% des frais d'une agence bancaire, 10% des frais d'un guichet automatique de banque (GAB) et 50% des frais d'envoi de fonds par Internet.

Les opérateurs de transfert d'argent, les banques et les entreprises de télécommunications jouent un rôle majeur en Asie en permettant à leur clientèle de recevoir, de surveiller et d'utiliser leur argent avec des appareils cellulaires. Pour comprendre l'importance, le potentiel et les limites de la téléphonie mobile sur le marché des envois de fonds, il importe de distinguer les divers types de services financiers mobiles.

Types de services financiers mobiles

Produit	Description	Acteurs
Services mobiles transitant par des opérateurs de transfert d'argent	Plateformes mobiles des opérateurs de transfert d'argent permettant aux clients d'envoyer de l'argent par téléphone mobile	OTA
Transfert mobile d'argent (national/international)	Ces plateformes permettent aux clients de transférer des fonds entre banques ou comptes, de déposer ou de retirer de l'argent, ou encore de payer leurs factures avec leur téléphone mobile	Entreprises de télécommunications, participation occasionnelle de banques
Porte-monnaie électronique	Ce service permet aux clients non seulement de transférer des fonds (voir ci-dessus) mais également de recevoir et de stocker de la valeur	Banques et entreprises de télécommunications
Services bancaires mobiles	Les opérations bancaires peuvent être effectuées par téléphone mobile	Banques, avec une certaine participation d'IMF
Services mobiles au point de vente à la	Les transactions de détail sont effectuées grâce technologie mobile	Divers acteurs, y compris des opérateurs de transfert d'argent, des banques, des IMF et des entreprises de télécommunications
Applications smartphone	Applications logicielles qui facilitent les transactions financières via un smartphone	Banques et opérateurs de transfert d'argent
GAB mobile	le client utilise son téléphone cellulaire et non une carte pour retirer de l'argent	Banques et opérateurs de transfert d'argent

Source: Charmaine Oak, Sending Money Home to Asia-Pacific: Mobile Financial Services, 2012.



Comme le montre le tableau ci-dessus, il existe toute une gamme de services financiers mobiles. De nombreux gros opérateurs de transfert d'argent offrent des plateformes mobiles à leur clientèle pour envoyer de l'argent. Par ailleurs, de nombreuses entreprises de télécommunications offrent des services financiers mobiles à leurs clients pour qu'ils puissent transférer de l'argent, payer des factures et effectuer d'autres transactions financières essentielles. Le porte-monnaie électronique est unique en son genre et permet aux clients non seulement de transférer des fonds, mais également de recevoir et de stocker l'argent qu'ils utiliseront ultérieurement. La technologie des services bancaires mobiles permet aux clients de surveiller le solde de leur compte et d'effectuer commodément bien d'autres transactions à partir de leur smartphone. En outre, certains appareils mobiles permettent aux clients de retirer de l'argent à un GAB sans carte ainsi que de payer des biens et des services dans des magasins de détail.

Envoi d'argent à l'aide de technologies mobiles

Sur les 35 prestataires de services d'envoi de fonds étudiés dans le cadre de cette étude, 21 disposaient de plateformes mobiles permettant d'envoyer de l'argent. Grâce à leur réseau de paiement, 98% de l'ensemble des points de versement étaient équipés pour recevoir de l'argent grâce à des technologies mobiles. Sur l'ensemble des prestataires de services d'envoi de fonds vers l'Asie, les banques et les opérateurs de transfert d'argent offrent le plus de services mobiles.

D'un point de vue géographique, il est possible dans un certain nombre de corridors d'envoyer de l'argent via les technologies mobiles. La sous-région Pacifique est particulièrement bien desservie, alors que les services financiers mobiles sont quasiment absents en Asie centrale car rares sont les prestataires de services d'envoi de fonds présents dans le corridor Fédération de Russie-Asie centrale.

Globalement, on compte à ce jour plus de 160 000 points de paiement appartenant aux prestataires de services d'envoi de fonds dans la région Asie et Pacifique; des services mobiles sont fournis aussi bien par de grandes que de petites entreprises de transfert d'argent.

Dans les corridors où les prestataires de services d'envoi de fonds proposant des services mobiles sont en concurrence avec ceux qui n'offrent pas de tels services, l'envoi de fonds par services mobiles coûte en général moins cher. Dans le corridor Australie-Nouvelle-Zélande-Océanie, le coût moyen de l'envoi par services mobiles était de 9%, contre 10% pour la moyenne des corridors. Plus intéressant encore, 75% des prestataires de services d'envoi de fonds offraient des services mobiles dans ce corridor pratiquaient des prix inférieurs à la moyenne des divers corridors.

Réception d'argent à l'aide de technologies mobiles

S'agissant de la réception des fonds, les technologies mobiles en sont encore à leurs débuts. Les technologies existantes sont principalement proposées par des banques et des entreprises de télécommunications. Les banques contrôlent 75% de tous les points de paiement en Asie, ce qui laisse à

penser qu'elles sont en bonne position pour offrir des services mobiles de réception d'argent. Mais pour les 25% restants des points de paiement, qui sont des IMF, des mutuelles de crédit, des magasins de détail et des bureaux de poste, le développement de technologies mobiles pour leur clientèle n'en est qu'aux balbutiements.

Partout dans la région, les autorités de contrôle commencent à se pencher sur le statut réglementaire des services financiers mobiles, en vue de lever les incertitudes qui règnent à leur sujet et d'encourager l'investissement dans le secteur. Évitant de n'être que prescripteurs, les chefs de file régionaux en la matière, notamment les Philippines, ont encadré le secteur en adoptant des lignes directrices tout en laissant le marché innover.

À terme néanmoins, le succès des services financiers mobiles dépendra de l'élaboration de modèles opérationnels économiquement viables, un défi à relever.

...de nombreuses entreprises de télécommunications offrent des services financiers mobiles qui permettent aux clients de transférer de l'argent, de payer des factures et d'effectuer d'autres transactions financières de base.

Prestataire de services d'envoi de fonds offrant des services mobiles, par corridor

Prestataires/services mobiles	Type	Corridor	Points de paiement	Coût d'envoi	Coût moyen corridor(s)	Pénétration rurale moyenne (prestataires services mobiles)	Pénétration rurale moyenne
			(nombre)	(%)	(%)	(%)	(%)
Al-Rajhi Bank	Banque	Arabie saoudite – Bangladesh	270	10,16	7,19	17	16
ANZ Bank	Banque	Australie/Nouvelle-Zélande – Océanie	40	13,24	10,27	60	27
CitiBank	Banque	États-Unis – Chine, Inde	117	0	8,11	9	34
Digicel Mobile Money/Klick-Ex	OTA/Telecom	Australie/Nouvelle-Zélande – Océanie	264	2,14	10,27	80	27
East West Bank	Banque	États-Unis – Chine	34511	15,72	9,83	16	21
HSBC	Banque	Multiple (Asie)	195	0	7,42	13	53
iRemit	OTA	États-Unis – Philippines	7568	5,09	4,91	34	37
Maybank	Banque	États-Unis – Cambodge; Singapour – Malaisie	533	10	6,36	52	54
MoneyGram	OTA	Multiple (Asie)	66157	6,92	7,42	36	53
MoneyTrans	OTA	Pays-Bas – Indonésie	4039	6,45	12,76	44	33
M-Paisa (Vodafone)	Telecom	Australie/Nouvelle-Zélande – Fidji	29	7,82	9,92	69	73
Philippine National Bank	Banque	États-Unis – Philippines	565	4,77	4,91	29	37
Prabhu Money Transfer	OTA	États-Unis – Népal	1687	3,59	5,75	80	68
Ria	OTA	Multiple (Asie)	15620	10,01	7,42	38	53
SAMBA Speedcash Now	OTA	Émirats arabes unis – Pakistan, Bangladesh	3420	3,78	6,09	29	29
UAE Exchange	OTA	Multiple (Asie)	1362	5,27	7,42	78	53
Unistream	OTA	Multiple (Asie)	6218	4,29	7,42	60	53
Wells Fargo	Banque	Multiple (Asia)	34008	7,2	7,42	23	53
Western Union	OTA	Multiple (Asie)	120306	6,98	7,42	39	53
Westpac Bank	Banque	Australie/Nouvelle-Zélande – Océanie	39	22,87	10,27	77	27
Xoom	OTA	États-Unis – Inde, Philippines	38284	6,57	5,65	45	42
Moyenne	OTA, banques	Divers corridors	335232	7,28	7,82	44	43

Notes du tableau: moyenne des corridors mentionnés ci-dessus.

Coût d'envoi: la moyenne globale des coûts d'envoi vers l'Asie est de 7,28% dans 20 des pays asiatiques étudiés.

Coût moyen corridor(s): coût moyen de l'envoi de 200 USD ou d'un montant équivalent en fonction du corridor. Données collectées de décembre 2012 à mars 2013.

Réalisé à partir d'une enquête auprès de 35 prestataires de services d'envoi de fonds opérant dans 20 pays d'Asie.

Pénétration rurale moyenne (prestataires services mobiles): 'urbain' signifie ici situé à l'intérieur des limites de la capitale du pays et de toute autre ville de plus de 100 000 habitants.

Pénétration rurale moyenne: moyenne de tous les prestataires de services opérant dans le pays ou la région de destination des fonds.

Source: Manuel Orozco, The Market for Money Transfers in Asia: Scorecard Report, 2013.

Section 5: Accès aux services financiers

L'essentiel des envois de fonds des émigrés sont des transactions en liquide. En effet, la grande majorité de ceux qui envoient des fonds ou les reçoivent vivent et travaillent hors du système financier mondial. Les familles bénéficiaires des envois de fonds sont exclues du système bancaire parce que la plupart des banques conventionnelles ne souhaitent pas les avoir pour clients, et qu'elles-mêmes ne se sentent souvent pas à l'aise à l'idée d'aller à la banque, ou même s'en méfient.

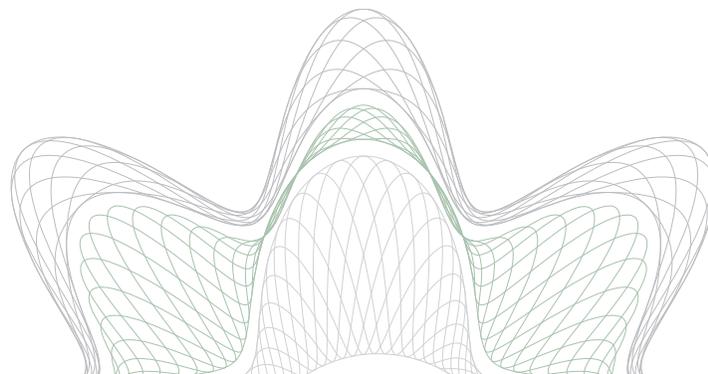
Ces familles n'ont par conséquent pas accès aux divers produits financiers susceptibles de multiplier les retombées que pourraient avoir les fonds reçus pour elles et pour leurs communautés. Ainsi, les bénéficiaires d'envois de fonds peuvent entrer plusieurs fois par an dans une banque asiatique pour aller chercher leur argent en liquide sans qu'il leur soit jamais offert la possibilité d'ouvrir un compte d'épargne, d'obtenir un prêt de faible montant ou d'acheter un produit d'assurance. Promouvoir l'accès de ces familles aux services financiers est depuis longtemps un objectif de développement qu'il n'est pas aisé d'atteindre.

Des progrès ont cependant été faits ces dernières années car les IMF ont prouvé qu'il était commercialement viable et rentable d'offrir aux pauvres un accès aux services financiers. Les banques devraient revoir leurs hypothèses classiques d'après lesquelles les familles bénéficiaires d'envois de fonds sont trop pauvres, ou représentent un risque trop considérable, pour être considérées comme des clients potentiels. Les banques qui ont lancé des services bancaires destinés aux familles recevant des fonds en Amérique latine et en Afrique de l'Est ont déjà prouvé l'utilité du modèle opérationnel.

On relève également des exemples positifs récemment au Bangladesh et aux Philippines où des programmes et des dispositifs ont été mis au point pour que les envois de fonds se transforment en biens d'équipement. En matière de développement de l'accès aux services financiers, la clé du succès consiste à s'engager à éduquer les bénéficiaires d'envois de fonds en matière de finances pour qu'ils comprennent mieux les avantages et les possibilités qui pourraient en découler pour eux. Le projet destiné aux familles bénéficiaires d'envois de fonds récemment lancé au Kirghizistan et au Tadjikistan, financé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, est une action particulièrement efficace d'initiation à la finance.

Une méthode innovante d'investissement par la diaspora a également vu le jour aux Philippines, où une grande ONG qui travaille avec des familles bénéficiaires d'envois de fonds, Atikha, a élaboré un programme d'investissement dans une coopérative agricole. Ce programme a permis de garantir un taux de rendement de 6%, ainsi qu'une participation aux bénéfices. Près d'une famille sur cinq recevant des envois de fonds qui participent au programme ont investi dans la coopérative.

Quand on leur en a donné la possibilité, et qu'elles ont eu accès aux outils et dispositifs appropriés, les familles bénéficiaires d'envois de fonds se sont montrées enthousiastes et ont su épargner et investir. Des partenariats public-privé sont un volet important de tout programme conçu pour accroître les retombées des flux de fonds sur le développement local.



Méthodologie

Ce rapport est le troisième de la série “Travailleurs migrants et envois de fonds”. Ces rapports entendent fournir aux décideurs, aux acteurs du marché et aux autorités de contrôle des renseignements essentiels sur les aspects les plus importants du marché des envois de fonds dans une région donnée.

Les renseignements contenus dans ce rapport proviennent à la fois de recherches documentaires et d'un travail mené sur le terrain ainsi que des données des banques centrales, de Developing Markets Associates, du FIDA, du Dialogue interaméricain, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Institut mondial des caisses d'épargne et d'enquêtes menées sur le terrain.

Problématique urbain/rural

Définir une “zone urbaine” en veillant à la cohérence de l'information sur les populations et sur les points de versement relève du défi. Des données démographiques sont disponibles pour les villes de plus de 100 000 habitants dans quasiment tous les pays. D'autres données sont disponibles pour de nombreuses grandes villes sur la taille de la population dans la ville proprement dite et dans ses banlieues. En revanche, on ne trouve de données sur les sites de paiement des envois de fonds que sous le nom de la ville où est situé le siège de l'institution chargée du paiement. De ce fait, on a

utilisé dans le présent rapport la définition du terme ‘urbain’ de façon à prendre en compte le plus possible l'information relevant de ces deux classifications: en prenant en compte les villes de plus de 100 000 habitants et en s'en tenant aux limites spatiales de la ville proprement dite.

Notes sur les sources

Le présent rapport a été rédigé en utilisant au cours des recherches plusieurs sources primaires et secondaires. Principales sources utilisées dans chaque section:

Aperçu régional

- Organisation des Nations Unies, Division de la population. Trends in International Migrant Stock. 2010
- Banque mondiale. Effectifs de migrants internationaux. 2010
- Banque mondiale. Données annuelles sur les envois de fonds.

Envoi de fonds vers l'Asie

- Banque mondiale. Index mondial des migrations bilatérales. 2000, 2010
- Fonds monétaire international. Perspectives de l'économie mondiale, base de données. 2012
- Banque mondiale, indicateurs démographiques, 2011
- Developing Markets Associates. Financial education for remittance recipients in Central Asia, données issues de l'enquête. 2011-2012

- Orozco, Manuel. Uzbekistan Financial Literacy Project. 2012
- Rispens-Noel, Leila. Conseillère principale
- Kibria, Nazli. Working Hard for the Money: Bangladesh Faces Challenges of Large-Scale Labour Migration. 2011
- Orozco, Manuel. Migration, Remittances and Assets in Bangladesh: Considerations about their Intersection and Development Policy Recommendations. Rapport commandé par l'Organisation internationale des migrations. 2010

Environnement commercial global

- Banque mondiale, fiches pays
- Sites web des banques centrales
- World Justice Project, indicateurs du respect de la réglementation
- Economist Intelligence Unit. Global Microscope on Microfinance. 2012
- Basel Institute on Governance. AML Risk Index.
- Groupe d'action financière. Improving Global AML/CFT Compliance: On-going process, 22 février 2013
- Orozco, Manuel. Asia Scorecard. 2012-2013. Données recueillies pour préparer le présent rapport
- Banque mondiale, base de données sur les prix des envois de fonds.

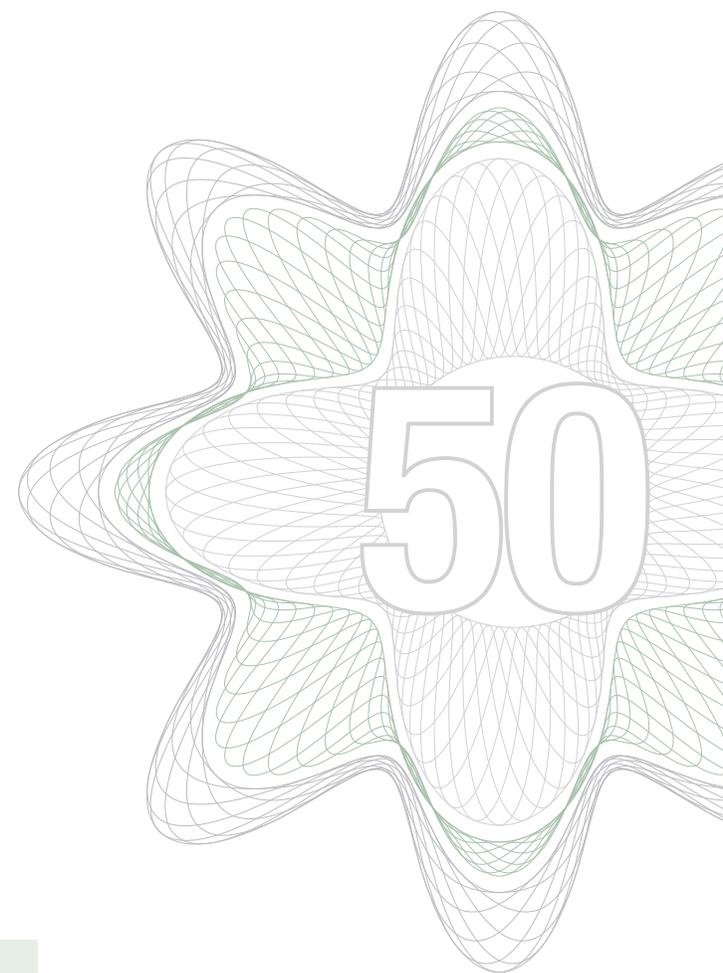
Institutions de microfinancement, opérateurs de réseaux mobiles et services postaux

- Orozco, Manuel. Asia Scorecard. 2012-2013.
Données recueillies pour préparer le présent rapport
- Developing Markets Associates, étude
- Sites web des IMF
- Sites web des plateformes mobiles d'envoi d'argent
- Tebbutt and Pacific Financial Inclusion Programme.
Enquête multi-clients sur les services financiers mobiles. 2011
- The Financial Inclusion Tracker Surveys Project. Base de données sur les services financiers mobiles

Accès aux services financiers, entreprises et investissement des migrants

- Rispens-Noel, Leila. Conseillère principale
- Orozco, Manuel. Migration, Remittances and Assets in Bangladesh: Considerations about their Intersection and Development Policy Recommendations. Rapport commandé par l'Organisation internationale des migrations. 2010

Pour obtenir de plus amples détails au sujet de la méthodologie, voir www.ifad.org/remittances ou contacter remittances@ifad.org





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome (Italie)
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

ifad-un.blogspot.com

www.facebook.com/ifad

www.twitter.com/ifadnews

www.youtube.com/user/ifadTV



Novembre 2013